

## Editorial

### Pour le « Tous ensemble » qui permettra de bloquer ce gouvernement !

Chaque jour, pendant que la crise gouvernementale et celle de tous les partis institutionnels s'approfondissent, les grèves se multiplient dans tous les secteurs.

Des revendications claires, portées par les travailleurs et leurs organisations syndicales unies en sont le plus souvent la marque.

Dans le département, c'est unis que les facteurs de La Poste refusent la désorganisation de leurs tournées, unis que les salariés de Tecumseh combattent pour l'augmentation de leurs salaires, contre le découpage de leur site en plusieurs entités filialisées (lire les reportages en pages intérieures).

C'est unis également que les chauffeurs de bus des VFD revendiquent 70 euros de plus mensuels.

Unis encore que les internes exigent le retrait du projet de loi destructeur de la ministre de la santé...

L'appel à la grève interprofessionnelle, lancé conjointement par les confédérations CGT et CGT-FO avec Solidaires pour le 9 avril, contribuera certainement à renforcer l'unité à l'échelle de tout le pays.

Dans ce contexte, plus que jamais, il est de la responsabilité du POI d'aller à la rencontre des salariés sur les piquets de grève, de prendre contact avec les responsables syndicaux, et, avec eux, de se rapprocher concrètement, par la libre discussion, de la perspective ouverte à la Conférence ouvrière le 17 janvier à Paris : « *Barrer la route à l'entreprise de destruction sans précédent engagée par ce gouvernement. [...] L'heure est à la mobilisation, à la construction du rapport de force : pour bloquer cette offensive, il faut bloquer le pays.* »

Le samedi 25 avril, c'est à ce travail de discussion, de clarification et de regroupement militant, que le

congrès ouvert départemental du POI contribuera.

Les travailleurs, les responsables et militants politiques et syndicaux invités pourront y tenir toute leur

Destinataire

place, non seulement pour participer à la discussion du congrès, mais aussi, durant les semaines qui précèdent, pour travailler à son organisation.

Claude Ageron  
le 22 février 2015

**Dans notre prochaine édition** une analyse du budget 2015 du Conseil général, fortement marqué par l'austérité, que son nouveau président Alain Cottalorda a qualifié de « budget vertueux ».

On peut se faire une idée de ses « vertus » en consultant le site du Conseil général : « *Entre une baisse de 10% de la dotation de l'État (22 millions en moins) et une hausse de 8% des trois allocations versées par le Conseil général – (RSA, allocation personnalisée d'autonomie et prestation de compensation du handicap - soit 21,5 millions supplémentaires), les*

*marges de manœuvre sont plus que serrées.* »

Alain Mistral, vice-président chargé du budget fait quelques rappels utiles :

« *Plutôt que d'augmenter la fiscalité pour boucler notre budget, nous avons donc fait le choix de baisser nos dépenses par des réformes de structure. Certaines ont été difficiles à faire accepter comme la réforme du temps de travail des agents du Conseil général, la réforme de l'accueil des enfants en danger, la mutualisation des cuisines... mais elles se révèlent finalement efficaces et commencent à porter leurs fruits. C'est à*

*ce prix que nous pouvons continuer à assumer pleinement toutes nos responsabilités et à maintenir un fort niveau d'investissement.* »

A noter que les prochaines élections enverront plus de conseillers départementaux dans la nouvelle assemblée qu'il n'y a pour l'instant de conseillers généraux.

Le changement de majorité semble attendu sans conviction, par les futurs perdants comme par les futurs « vainqueurs », qui ont tous un même adversaire déclaré : l'abstentionniste...